



Vœu intersyndical présenté par les élus de la FSU, de la FNEC-FP-FO, du SGEN-CFDT, du SNALC et de l'UNSA au CSA-SD 'Bilan de rentrée' du jeudi 28 septembre 2023

Les organisations FSU, FNEC-FP-FO, SGEN-CFDT, SNALC et l'UNSA dénoncent les conditions de rentrée dans le département des Yvelines.

Alors que le Ministère avait annoncé qu'il y aurait à la rentrée un professeur devant chaque classe, dans de nombreux·se écoles, collège et lycées, les élèves se retrouvent sans professeur, dans des classes surchargées. Le discours officiel selon lequel "tous les élèves ont été accueillis" et la rentrée est globalement déroulée "dans de meilleures conditions que l'année passée" se heurte à l'épreuve du réel : la qualité du service public d'éducation se dégrade : on manque de tout, partout. Enseignants, AED, AESH, PSY-EN, CPE, infirmier·ères, médecins, assistant·e·s social·e·s, personnels administratifs et de direction : tous sont pourtant indispensables au bon fonctionnement des écoles et établissements et du service public d'éducation. Il est urgent de recruter et de former des personnels dans toutes ces catégories pour offrir aux élèves un enseignement, un suivi et un accompagnement de qualité, et améliorer les conditions de travail des personnels, notamment en diminuant les effectifs dans les classes.

La crise de recrutement est l'effet combiné de la dégradation des conditions d'exercice et de l'absence de mesures de revalorisation suffisantes pour redonner de l'attractivité à nos métiers.

Les mesures socle, et la récente augmentation de 1,5 % du point d'indice de la fonction publique sont bien éloignées des promesses de campagne du Président de la République, alors candidat, d'une revalorisation de 10 % sans contrepartie.

Le Pacte, n'est en rien une revalorisation. Il va conduire à un alourdissement de la charge de travail, aggraver les inégalités femmes/hommes, dégrader le fonctionnement des écoles et des EPLE et fragiliser les collectifs de travail par une mise en concurrence des personnels. Il fait courir le risque d'un traitement inéquitable des élèves dans le service public d'éducation. Cette stratégie est démultipliée pour la voie professionnelle. La faible proportion d'enseignants ayant accepté en cette rentrée de s'engager dans le Pacte est le signe d'un rejet massif de ce dispositif par la profession. Nous dénonçons les pressions de tout ordre exercées sur les personnels pour les contraindre à s'y engager. Nous demandons le retrait du Pacte en l'état et le basculement des sommes qui lui sont allouées dans de véritables mesures de revalorisation indiciaire pour toutes et tous.

Dans de telles conditions, il est inacceptable pour les agent·e·s d'envisager de travailler deux ans de plus comme le prévoit la réforme des retraites, que nous avons combattue et dont nous demandons toujours le retrait.

Les ajustements de rentrée présentés par la Direction Académique loin de régler tous les problèmes, représentent un volume d'heures marginal qui ne permet pas d'améliorer significativement le projet de répartition présenté aux membres du CSA-SD au printemps dernier, contre lequel nous nous étions unanimement prononcés. Néanmoins, de nombreux établissements manquent encore cruellement de moyens et de personnels. Certains se sont mobilisés, parfois par plusieurs jours de grève, sans qu'aucune réponse satisfaisante n'ait pu être apportée à leurs demandes. Nous soutenons leurs revendications et demandons à ce qu'aucun jour de grève ne soit prélevé. Nous demandons des ouvertures de classes et des créations de postes à la hauteur des besoins exprimés par les écoles et établissements.-

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre les mesures d'ajustement de rentrée dans le premier et dans le second degrés présentées par la Direction Académique pour la rentrée 2023.